

N° - 97009 A R R E T E du 16 OCT. 1991
prescriptions complémentaires

portant

LE PREFET DU HAUT-RHIN

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée et notamment l'article 18 ;
- VU les arrêtés préfectoraux n° 69-413 du 15 février 1982, autorisant la société DMC TEXUNION à exploiter une usine d'ennoblissement textile à PFASTATT ;
- VU les arrêtés préfectoraux n° 83 570 du 10 août 1987 et 90 832 du 21 juin 1989 imposant des prescriptions complémentaires à cette usine ;
- VU la demande d'extension de l'atelier de blanchiment reçue le 28 NOV. 1990 et les compléments de dossier reçus à la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement le 22 janvier 1991 ;
- VU le courrier du 17 avril 1990 dans lequel il est fait état de l'abandon des installations mettant en oeuvre des liquides halogénés ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'imposer des prescriptions complémentaires portant sur l'extension de l'atelier de blanchiment, le réaménagement des anciens bassins de transit des eaux résiduelles et l'aménagement d'une surface de stockage des déchets ;

- VU le rapport du 3 MAI 1991 de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement chargée de l'inspection des installations classées ;
- VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du 19 juin 1991 ;
- SUR proposition du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement ;

.../...

A R R E T E

ARTICLE 1er : Dispositions générales

1. La société DMC TEXUNION dont le siège est 10 avenue Ledru Rollin à PARIS est autorisée à augmenter la capacité de l'atelier de blanchiment de l'usine de PFASTATT. La capacité est ainsi portée à 18 750 tonnes/an. L'installation relève de la rubrique 79-2 de la nomenclature et est soumise à déclaration.
2. Il est pris acte de la déclaration de la société DMC TEXUNION portant sur la cessation d'exploitation de l'atelier où étaient mis en oeuvre les liquides halogénés. L'article II.10 de l'arrêté préfectoral n° 69 413 du 15 février 1982 est abrogé.
3. Les dispositions du présent arrêté sont applicables à l'usine de PFASTATT de la société DMC TEXUNION.

ARTICLE 2 : Dispositions relatives à l'atelier de blanchiment

1. Le nouvel atelier de blanchiment permettra de traiter 4750 tonnes de tissu en grande laize (3,2 m) par an.

Cet atelier sera équipé d'une flambeuse, d'une chaîne de blanchiment à l'eau oxygénée, d'une merceriseuse et d'une rame de séchage.
2. Le sol de l'atelier sera étanche. Les eaux ayant ruisselé sur le sol seront envoyées vers le réseau d'assainissement. Les eaux pluviales (toitures) seront rejetées dans la nappe par des tranchées drainantes ou des puits filtrants.
3. Les récipients contenant de matières susceptibles de polluer les eaux souterraines seront placés sur des volumes de rétention dont la capacité est au moins égale au volume du plus grand récipient et à la moitié du volume stocké.
4. L'atelier sera équipé d'un dispositif de reconcentration de la soude utilisée au blanchiment afin de recycler cette matière au maximum. La capacité et la performance de ce dispositif seront telles que la consommation de soude de l'atelier de blanchiment (anciennes et nouvelles installations) soit ramenée à moins de 75 kg de soude 100 % par tonne de tissu traité dans l'atelier.

.../...

5. L'exploitant adressera trimestriellement à la DIRE 1 rue d'Alsace à Mulhouse les éléments chiffrés nécessaires au contrôle des prescriptions de l'alinéa 4 ci-dessus (consommation de soude, production passée au blanchiment).

ARTICLE 3 : Normes de rejets des eaux résiduaires :

L'article 5.1. de l'arrêté préfectoral n° 85 570 du 10 août 1987 est modifié comme suit :

" * Les flux de polluants ne dépasseront pas les normes figurant dans le tableau ci-après :

MP en %	DCO moyenne mensuelle (kg/jour)	DCO maxi journalière (kg/jour)	Volume moyen mensuel (m³/jour)	Volume maxi journalier (m³/jour)
< 20	7 000	8 500	5 000	6 000
20 - 30	7 800	9 500	5 600	6 800
30 - 40	8 600	10 500	6 000	7 200
40 - 50	9 400	11 500	6 400	7 700
50 - 60	10 200	12 500	6 800	8 200

MP est le rapport pondéral de la production d'imprimés sur fond teint à la production totale. Ce rapport sera déterminé mensuellement.

Chaque mois, en même temps que les résultats d'autocontrôle, l'exploitant communiquera la valeur du coefficient MP. Les normes de rejets pour la DCO et le volume seront celles de la ligne correspondante dans le tableau ci-dessus.

Les normes sur le volume sont applicables par temps sec.

Seules les journées de travail à 3 postes interviennent dans le calcul de la moyenne mensuelle.

Les normes sur la DCO sont celles après décantation de 2 heures (DCO ad₂).

* Les MES seront inférieures à 1,2 tonnes / jour pour 90 % des mesures sans dépasser 1,5 tonnes / jour au maximum.

* Le pH sera compris entre 6 et 10.

* Les rejets en hydrocarbures seront inférieurs à 15 mg/l en moyenne trimestrielle. La concentration maximum journalière sera de 30 mg/l.

* Les limitations de rejet sont fixées pour une production de 40 tonnes par jour."

ARTICLE 4 : Limitation de la consommation de solvants :

1. L'exploitant prendra les mesures pour ramener la proportion en poids de solvant dans la pâte d'impression aux normes maximum suivantes :

année	! % poids solvant par rapport poids pâte d'impression
1991	! 7
1992	! 5
1993	! 4
1994	! 3

.../...

2. Ces normes s'appliquent à la pâte destinée à l'impression pigmentaire.
3. Ces normes remplacent les prescriptions de l'article 8 de l'arrêté n° 85 570 du 10 août 1987.

ARTICLE 5 : Traitement des anciens bassins des eaux résiduaires

1. Une étude de l'impact sur les eaux souterraines des anciens bassins de transit des eaux résiduaires sera remise à la Drire dans un délai de 8 mois. Cette étude déterminera les effets actuels et ceux probables à plus long terme.
2. Elle reposera sur des observations et analyses du milieu naturel et des boues déposées dans les ouvrages. A cet effet il sera réalisé :
 - au moins 2 ouvrages permettant de procéder à des prélèvements d'eau dans la nappe phréatique, à proximité des bassins, l'un étant situé à l'amont, les autres à l'aval ;
 - des analyses des eaux qui y seront prélevées. Il sera recherché les éléments suivants : DCO, hydrocarbures, balance ionique, Cu, Cr total, Cr hexavalent, sulfures ;
 - des prélèvements des sédiments déposés dans les bassins et leurs analyses :
 - * caractéristiques physiques : odeur, couleur, proportion de matière organiques,
 - * caractéristiques chimiques des boues : recherche des organochlorés.
 - * caractéristique chimique du lixiviat après lixiviation selon la norme X 31.210 : balance ionique, DCO, métaux, hydrocarbures.
3. Ces informations permettront de déterminer le traitement adéquat pour remettre les terrains dans un état tel qu'ils ne puissent plus constituer un risque de transfert d'éléments polluants vers la nappe. Les propositions de travaux feront partie de l'étude d'impact.

ARTICLE 6 : Gestion des déchets

1. L'exploitant réalisera dans un délai de 6 mois une aire étanche pour l'entreposage, avant leur élimination, des déchets de l'usine. Cette aire formera rétention et ne sera pas reliée au réseau d'eaux résiduaires.
2. Si des produits inflammables sont susceptibles d'y être déposés, le volume de rétention sera au moins égal au volume entreposé.
3. Les résidus de pâte d'impression obtenus lors des essais de formulation ainsi que leur contenant seront éliminés par la voie thermique (four d'incinération) à partir du mois de décembre 1991.

ARTICLE 7 - Le Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargé de l'inspection des installations classées et les inspecteurs des services d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

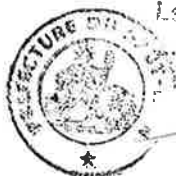
Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté est déposée à la mairie et mise à la disposition de tout intéressé, sera inséré par les soins du service instructeur et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Fait à COLMAR, le **16 OCT. 1991**

le Préfet,

Pour ampliation
Pour le Préfet
et par délégation
Le Chef de Bureau



Claude REIN

Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général
Signé : Roger DURAND

